

Séminaire d'histoire de l'art de l'IRPA n° 19

*En collaboration avec le Groupe d'études du XVIII^e siècle et des révolutions de l'Université de Liège
et avec le Centrum Rubenianum d'Anvers*

Call for papers

Nouveaux regards sur les saisies patrimoniales en Europe à l'époque de la Révolution française

Dates : mercredi 30 et jeudi 31 mai 2018.

Lieu : Institut royal du Patrimoine artistique (IRPA-KIK) à Bruxelles.

Régulièrement réapparaît çà et là une remise en question des notions de sécularisation et de décontextualisation des œuvres d'art qui ont présidé à la création, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, des musées modernes. Cette remise en cause conduit à considérer, dans la foulée de Quatremère de Quincy, que l'œuvre d'art ne peut être appréciée que dans son contexte d'origine. D'où le risque de vouloir réécrire notre passé en reconsidérant les transferts patrimoniaux qui ont, de tous temps, jalonné l'histoire.

Le cas sans doute le plus révélateur est celui des saisies révolutionnaires à la charnière du XVIII^e et du XIX^e siècle, époque cruciale pour l'éveil de la conscience patrimoniale. Aujourd'hui encore, les passions restent vives en certaines contrées jadis dépouillées de nombreux chefs-d'œuvre. Diverses voix se font par exemple entendre en Belgique pour dénoncer les exactions opérées par les troupes françaises et pour réclamer le retour d'œuvres emportées en 1794-1795. Cette réapparition de revendications faisant fi du principe de non-rétroactivité se situe dans la lignée de la rétrocession de biens artistiques aux familles juives spoliées par les nazis autant que des recommandations de l'UNESCO en faveur de la restitution d'objets culturels enlevés par les anciennes puissances coloniales.

Poser la question de ces transferts de patrimoine à la fin du XVIII^e siècle sous le seul angle des spoliations apparaît toutefois réducteur, car ce serait oublier combien l'appropriation des œuvres culturelles par la nation française procédait alors d'une ambition universelle de libération et de promotion de l'art aux fins d'éducation pour tous les citoyens. Cette ambition démocratique s'est construite sur la notion émergente de patrimoine relevant de l'appropriation collective.

Dans la foulée de l'inventaire scientifique que dresse l'IRPA des peintures et des sculptures spoliées par les révolutionnaires français dans les Pays-Bas autrichiens et la principauté épiscopale de Liège, un colloque de deux jours sera organisé par la même institution pour réévaluer de la manière la plus large les circonstances historiques, politiques et artistiques de ces prélèvements révolutionnaires à travers l'Europe, ainsi que leurs antécédents et répercussions immédiats. La thématique sera élargie à l'ensemble du patrimoine culturel et scientifique concerné, et non pas seulement aux œuvres d'art. Les études de synthèse seront privilégiées sur les études de cas.

*Ces deux journées d'étude se tiendront dans l'auditorium de l'Institut royal du Patrimoine artistique les 30 et 31 mai 2018. Les **propositions de communications** devront être envoyées **pour le 8 novembre 2017** à l'adresse électronique suivante : pierre-yves.kairis@kikirpa.be. Les langues utilisées seront l'anglais, le français et le néerlandais. Les propositions de communication comprendront un résumé (de 20 à 30 lignes) et un curriculum vitae (de deux pages au maximum, avec une liste des publications récentes). La sélection des interventions sera opérée par le comité scientifique à la fin du mois de novembre. Les organisateurs prendront en charge les repas pendant le colloque (mercredi midi, mercredi soir, jeudi midi) ainsi que, pour les intervenants étrangers retenus, les frais de logement à Bruxelles et un montant de 150 € au maximum pour les frais de transport (sur justificatifs). En introduisant leur candidature, les auteurs s'engagent à rentrer le texte définitif de leur communication dans les six mois qui suivront la réunion.*

Comité scientifique :

Arnout Balis, ere-professor aan de Vrije Universiteit Brussel en voorzitter van het Centrum Rubenianum Antwerpen

Christina Ceulemans, ere-gemeen directeur van het KIK-IRPA

Hilde De Clercq, algemeen directeur a.i. van het KIK-IRPA

Bruno Demoulin, professeur à l'Université de Liège (Groupe d'étude du XVIII^e siècle et des révolutions de l'ULg) et président du Conseil scientifique des Archives générales du Royaume

Hans Feys, adviseur van de Afdeling Cultureel Erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap

André Gob, professeur honoraire de muséologie à l'Université de Liège et président du Conseil des musées de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Pierre-Yves Kairis, chef de département a.i. à l'IRPA-KIK

Christophe Loir, professeur d'histoire à l'Université libre de Bruxelles

Jacques Lust, diensthoofd externe communicatie van het Federaal Wetenschapsbeleid

Gaëtane Maës, maître de conférences HDR en histoire de l'art à l'Université de Lille 3

Caroline Marchant, attachée à la Direction du Patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Bart Suys, raadgever Wetenschapsbeleid, kabinet staatssecretaris Zuhail Demir

Joost Vander Auwera, conservator/werkleider-geaggregeerde aan het Departement Oude Kunst van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België

Robert Van de Walle, hoofd van de juridische dienst van het Federaal Wetenschapsbeleid

Beatrijs Wolters van der Wey, wetenschappelijk medewerker bij het KIK-IRPA